

*Questions orales*

**L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Madame le Président, je suis gré au chef du Nouveau parti démocratique de me fournir l'occasion de démentir formellement les nouvelles rapportées dans les journaux. En effet, jamais je n'ai dit une chose pareille. Le journaliste en question m'avait posé une question à laquelle j'ai refusé de répondre. J'ai fait remarquer qu'en réalité, les programmes de création d'emplois que nous avons élaborés s'adressent aux collectivités et aux municipalités qui sont désireuses d'entreprendre d'importants travaux dans le domaine du traitement des eaux usées et des services communautaires. Les principaux clients du programme RELAIS seront des entreprises du secteur privé qui souhaitent moderniser et agrandir leurs installations, de façon à pouvoir envisager ultérieurement la création d'emplois permanents.

Nous disons que grâce à l'argent du ministre des Finances, le Programme d'aide directe à l'emploi devrait créer plus de 300,000 emplois au cours des deux prochaines années. C'est un programme de transition qui doit venir en aide aux Canadiens qui sont le plus dans le besoin, alors que le budget encourage le secteur privé à créer des emplois à long terme.

Nous avons toujours dit que, contrairement à ce que le Nouveau parti démocratique semble penser, le problème du chômage ne doit pas être considéré isolément. En effet, il fait partie d'un ensemble de moyens qui visent à répondre à des besoins précis. Voilà la stratégie que nous avons adoptée. C'est une stratégie réaliste et non théorique.

● (1430)

**M. Broadbent:** Selon les paroles mêmes du ministre, une stratégie réaliste doit créer des emplois. Or, les emplois que ces programmes doivent créer ne dureront en moyenne que deux mois. Compte tenu de ce qu'il a dit aujourd'hui, le pourcentage de nos chômeurs qui bénéficieront de ces programmes ne sera toujours que d'un seizième.

\* \* \*

**LE BUDGET****L'AFFECTATION DE FONDS À LA CRÉATION D'EMPLOIS**

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, je voudrais poser au ministre des Finances une question analogue sur le besoin d'emplois provisoires. Nous avons appris récemment que le gouvernement envisageait d'utiliser les deniers publics—2.3 milliards—pour dépanner la Société Canadair. Or le budget des deux programmes de création directe d'emplois annoncés dans le budget ne s'élève même pas à la moitié de ce montant, puisqu'il n'est que de un milliard. Le ministre pense-t-il qu'avec ce budget de 1 milliard, moins de la moitié de ce qu'il compte donner à Canadair, toutes les autres entreprises canadiennes vont pouvoir créer les emplois qui vont permettre de répondre aux besoins humains et économiques du pays?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Madame le Président, je n'ai pas entendu parler du chiffre dont parle le député à propos de Canadair. Je n'étudie pas ce dossier en ce moment.

**ON DEMANDE DE CONSACRER PLUS D'ARGENT À LA CRÉATION D'EMPLOIS**

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, le premier ministre, qui est assis à la gauche du ministre, à quelques sièges seulement de lui, a dit récemment que la situation de Canadair était sérieuse et a reconnu que le gouvernement avait en main toute une série de chiffres qu'il aimerait bien faire publier. Je sais que le ministre n'a jamais les chiffres les plus récents. Nous avons tous vu que le chiffre en question dépassait 2 milliards. Ceci étant dit, je voudrais poser ma question au ministre.

L'automne dernier, s'adressant aux membres du parti libéral réunis en congrès, le premier ministre a déclaré qu'il y avait partout des routes et des égoûts à construire, que l'on avait besoin d'équipements municipaux de toutes sortes et qu'au lieu de verser des prestations d'assurance-chômage, on ferait mieux d'employer les chômeurs à ces travaux. Je voudrais que le ministre des Finances me dise pourquoi diable, sachant que les travailleurs ont besoin d'éprouver une certaine satisfaction à faire leur travail, le gouvernement n'a pas prévu plus d'argent justement pour faire travailler les chômeurs canadiens à des projets auxquels le premier ministre a lui-même fait allusion il y a quelques mois.

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Madame le Président, le chef du Nouveau parti démocratique prétend que le gouvernement a l'intention d'accorder 2.3 milliards à Canadair. Je le répète, je n'ai jamais vu ce chiffre ni de recommandation en ce sens. Je tiens à rappeler au député que dans cette affaire, des milliers de travailleurs canadiens sont en cause. Canadair ne se trouve pas sur une autre planète, mais bien chez nous. Les travailleurs de la société sont syndiqués et je suis certain que le député tient à ce qu'ils gardent leur emploi. Il s'agit là d'emplois qui existent et de plus dans un secteur important pour notre pays. Je m'étonne que le député ne semble pas en faire de cas.

Ceci étant dit, le gouvernement naturellement est favorable à ces projets. De fait, nous avons prévu plus de fonds pour le programme RELAIS, comme le ministre de l'Emploi et de l'Immigration l'a dit. Cette année, nous allons consacrer 900 millions de plus que l'an dernier aux programmes de création directe d'emplois. En 1983-1984, notre pays va avoir le programme de création directe d'emplois le plus important de son histoire. De plus, plusieurs provinces ont mis sur pied un programme de stimulation des investissements semblable à celui annoncé par le gouvernement fédéral mardi. Plusieurs ont déjà annoncé la mise sur pied de programmes. J'espère, je le répète, que d'autres provinces vont faire de même. Les Canadiens vont travailler à la réalisation de tous les projets dont le député a parlé.